

Entretien avec Milos Zeman dans Libération (21 février 2000)

Légende: Le 21 février 2000, dans un entretien accordé au quotidien français Libération, Milos Zeman, Premier ministre tchèque, plaide pour l'adhésion de son pays à l'Union européenne.

Source: Libération. 21.02.2000. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_milos_zeman_dans_liberation_21_fevrier_2000-fr-fafca3fe-a026-4cea-b44b-353be4746ffa.html

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Milos Zeman, Premier ministre tchèque, est en France pour plaider sa cause européenne

Les Tchèques seront prêts pour 2003

Prague envoyé spécial

Malgré les retards pris, la République tchèque compte bien être intégrée dans l'UE d'ici trois ans en même temps que la Pologne et la Hongrie. Le premier ministre Milos Zeman, social-démocrate, qui commence aujourd'hui sa première visite officielle de deux jours en France, répond aux questions de *Libération*.

Quelle est l'attitude de votre gouvernement vis-à-vis de la coalition conservateurs-extrême droite au pouvoir en Autriche?

La République tchèque est le seul des pays candidats à l'UE qui soutient totalement l'action des gouvernements européens contre Jörg Haider. Dès l'installation de la nouvelle équipe à Vienne nous avons cessé toute coopération officielle avec ses représentants appartenant au FPÖ. Notre attitude a ses racines dans notre histoire. Dans l'entre-deux-guerres, la Tchécoslovaquie représentait une île de démocratie alors que tous ses voisins de l'Europe centrale étaient des dictatures. Nous avons aussi un bien mauvais souvenir de la politique d'apaisement qui a abouti aux accords de Munich. Il y a aujourd'hui partout en Europe des mouvements politiques populistes d'extrême droite basés sur des formes plus ou moins sophistiquées de racisme et de xénophobie. Le cas autrichien montre en outre qu'un tel parti peut aussi prospérer dans une bonne situation économique avec le plein-emploi. Le précédent Haider ne représente donc pas seulement un risque pour l'Autriche. La participation au pouvoir de ce parti met en péril les principes sur lesquels se fonde l'UE. Les sanctions doivent continuer jusqu'à ce que ce parti quitte le gouvernement. C'est à nos yeux la seule attitude raisonnable.

Craignez-vous de plus grandes difficultés pour votre intégration au sein de l'Union?

Nous ne sommes pas les seuls visés. Jörg Haider a souvent déclaré que les autres pays de l'Europe centrale ne devraient pas être intégrés avant 25 ans, quand leurs niveaux de salaire seront équivalents à ceux de l'Autriche. Le principe de l'unanimité étant toujours en vigueur dans les institutions européennes, le blocage par Vienne représente un risque réel. Officiellement, le gouvernement autrichien affirme qu'il n'en sera rien, mais si Haider est cohérent, il va multiplier les obstacles pour nous comme pour les autres candidats.

Il y a dix ans votre pays passait pour le meilleur élève européen dans les ex-démocraties populaires, puis la République tchèque a pris un sérieux retard par rapport à la Hongrie ou la Pologne. Pensez-vous pouvoir le rattraper?

Nous sommes aujourd'hui le premier pays d'Europe centrale pour les investissements par tête d'habitant. Leur montant global a plus que doublé l'an dernier et je déplore que la France arrive loin derrière l'Allemagne, les Pays-Bas ou les Etats-Unis. Nous souhaitons d'ailleurs diversifier ces capitaux et nous offrons dix ans d'exemptions fiscales aux investisseurs étrangers ainsi que l'exemption des droits de douane pour les importations de nouvelles technologies. La situation économique est en nette amélioration. La croissance a repris et il y a une augmentation des salaires réels. Le taux d'inflation est passé de 10 % il y a deux ans à 2,5 % aujourd'hui. Voilà le bilan de notre gouvernement et de la politique qu'il a menée. Dans les années précédentes, la République tchèque avait tenté de faire le capitalisme sans capitaux, la soi-disant «voie tchèque au capitalisme», comme l'affirmait mon prédécesseur Vaclav Klaus. C'était un libéral, mais seulement en paroles. L'une de ses plus grandes erreurs a été la façon dont il a mené les privatisations. Elles ont pris du retard et ont été entachées de trop d'affaires de corruption.

Quand serez-vous prêts pour l'intégration?

Nous sommes pleinement conscients qu'il nous faut continuer et accélérer les réformes économiques et adapter notre législation. Il y a un an encore, de nombreux projets de loi du gouvernement restaient bloqués au Parlement. Le rapport de la Commission européenne nous avait justement critiqués sur ce point. La plus

grande partie de ces lois a maintenant été approuvée. Je suis sûr que nous serons prêts pour 2003, qui est la date de référence décidée au sommet d'Helsinki.

Vous reprochez à la droite de Vaclav Klaus de ne pas avoir mené la politique indispensable pour mener la République tchèque dans l'Europe, mais vous gouvernez avec l'appui de ce parti. Pourquoi?

Nous avons décidé d'un pacte de stabilité. Notre gouvernement social-démocrate est minoritaire au Parlement et il nous fallait obtenir un certain nombre de garanties de la part de la principale force de l'opposition. Nos programmes sont très différents mais nous voulons les uns et les autres que la volonté des électeurs soit respectée. *(Le parti social-démocrate de Milos Zeman est la première force politique du pays avec 32,3 % des voix aux élections de juin 1998, ndlr.)*

Selon les sondages, votre parti n'est plus crédité que de 12% des voix, une perte de 20 points en deux ans. Comment expliquez-vous cette chute de popularité?

Après les premiers mois au pouvoir, un gouvernement perd toujours une partie de son soutien. Ce qui compte, ce ne sont pas les résultats des sondages mais ceux des élections. Elles sont prévues pour 2002. Nous avons affronté l'héritage de l'équipe précédente, et, malgré les difficultés, nous avons réussi à remettre en route l'économie, obtenant les meilleurs résultats depuis des années. Les effets dans la vie quotidienne de la population se feront bientôt sentir.

Le désenchantement est pourtant général, et les communistes sont devenus la première force politique du pays. Pourquoi?

Cette désillusion est la conséquence d'espairs démesurés. Beaucoup voudraient qu'aujourd'hui, dix ans après la «révolution de Velours», la République tchèque ait déjà un niveau de vie similaire à celui des pays européens les plus riches. C'est un non-sens. Nous sommes un pays post-totalitaire. Il est possible de construire de nouvelles institutions en un an. On peut changer les structures de l'économie en dix. Mais il faut plus de temps pour réellement changer les mentalités et rattraper les conséquences d'un demi-siècle de communisme. Ce processus ne peut pas être artificiellement accéléré. Un grand écrivain tchèque, Karel Capek, disait: *«Il est bien de dire des grands mots mais encore plus important de faire des petites choses.»* C'est l'accumulation des petites choses qui construit l'avenir.

Recueilli par MARC SEMO